

TRACT: «VIVE LA GRÈVE!»...

Depuis quelques semaines maintenant, les cheminots ont engagé un rapport de force historique avec le gouvernement et la Direction de la SNCF contre le projet de casse du service public ferroviaire et de destruction du statut cheminot; et la mobilisation est visiblement loin de faiblir. Au contraire, l'heure est à l'ancrage et à la multiplication des foyers de lutte.

Tout a commencé le 22 mars dernier: premier coup de semonce à l'adresse du gouvernement.

Plus de 400.000 cheminots et fonctionnaires défilaient dans la toute la France. Rien qu'à Paris, ils étaient 50.000. Au lendemain de la grève des cheminots les 3 et 4 avril, c'est la Direction de la SNCF qui cherchait à minimiser la participation des grévistes. Rien n'y a fait: tous personnels confondus, un salarié sur deux était en grève. Depuis, les effectifs des travailleurs mobilisés restent au beau fixe.

Du côté des cheminots, le combat s'annonce long et dur, face à des ennemis de classe prêts à tous les coups bas. D'un côté, la Direction de la SNCF s'emploie autant qu'elle le peut à briser la grève: gilets rouges, remplacement d'agents de conduite par des cadres peu formés et d'agents d'un technicentre par des travailleurs anglais, comptage illégal des jours de grève, etc... De l'autre, un gouvernement qui brouille les pistes pour faire passer sa réforme en force: faire mine de reculer en abandonnant le recours aux ordonnances, puis écriture en catimini d'amendements pour éviter discussion et contradiction à l'Assemblée nationale.

Parallèlement, la tactique éculée de stigmatisation des fonctionnaires et cheminots peine à prendre dans la population, et ce, au grand dam des politiques et des patrons. Au contraire, la solidarité en acte, elle, est bel et bien là! Des caisses de grève se multiplient et atteignent des sommes astronomiques, signe d'une détermination florissante chez les travailleurs et travailleuses à stopper un gouvernement embarqué, depuis son arrivée au pouvoir, dans une frénésie libérale de casse sociale, qui après s'en être pris au code du travail veut désormais sacrifier ce qu'il reste des services publics sur l'autel d'une rentabilité économique toujours plus assoiffée. Face à ce mouvement de solidarité, gouvernants, patronat et médias bourgeois se voient bien obligés de revoir leur discours dessinant une population systématiquement opposée aux travailleurs en grève.

D'autres corps professionnels sont aussi engagés dans la lutte.

En effet, l'heure est à la généralisation des grèves: déjà les cheminots sont rejoints dans de nombreuses villes par les éboueurs, les salariés de *La Poste*, de l'Énergie (électricité et gaz), d'*Air France*, les étudiants de Tolbiac et d'ailleurs. Par ailleurs la grogne n'est pas éteinte du côté des personnels hospitaliers, des retraités...

Chez les postiers le mouvement prend de l'ampleur. Il faut dire que ceux-ci subissent la privatisation promise à la SNCF, ainsi que la précarité, les licenciements et la répression antisyndicale. Dans chaque bureau, dans chaque service, ce n'est que restructurations, réorganisations, imposées par les Directions. Alors le personnel s'organise et les grèves s'étendent: notamment à Rennes et dans l'Ille-et-Vilaine. Les facteurs et factrice de Bordeaux et du département connaissent les mêmes problèmes que leurs collègues rennais et y répondent de la même manière: la grève. Depuis mars, la mobilisation est également là à Bordeaux: vingt bureaux y sont en lutte. C'est aussi la grève chez les postières et postiers du 92 qui ont ainsi apporté leur soutien à Gaël Quirante, syndicaliste de SUD-PTT, licencié pour son engagement syndical par la Direction de Poste et la ministre du Travail, contre l'avis de l'Inspection du Travail.

Les lycées et les universités ont également rejoint le mouvement. Ils sont mobilisés contre le projet de réforme du Baccalauréat et pour l'abrogation de loi ORE (pour l'OrientatIon et Réussite des Étudiants). Ces

réformes sont passées d'aggraver les inégalités sociales déjà générées par l'école, d'une part accentuant la différenciation des offres de formation selon les établissements (fin des filières et choix des options à la carte). Faut-il encore que les établissements puissent disposer des enseignants pour proposer ces options), et de l'autre instaurant une sélection à l'entrée de l'université.

À l'université et dans le secondaire, la contestation a gagné de nombreux enseignants, qui se refusent d'effectuer la sélection des candidats. Mais ce sont surtout les étudiants qui se sont mobilisés et qui constituent le fer de lance de la contestation: les mouvements d'occupation des locaux se multiplient et sont soutenus bien plus largement en dehors des murs de l'université. Les facs deviennent des lieux de discussion et d'organisation du mouvement étudiant, mais permettent aussi d'expérimenter des «*cours alternatifs*» et des rencontres avec d'autres secteurs en lutte.

La mobilisation prend chaque jour plus d'ampleur, et ce, malgré les assauts de police et des nervis fascistes, enhardis par la complaisance des présidents d'universités et des parlementaires de la droite la plus dure comme de la majorité présidentielle.

Que voulons-nous?

Face aux mesures autoritaires d'un gouvernement aux services des possédants, nous prôtons le fédéralisme libertaire ou les principes de la liberté d'association, l'autogestion et la socialisation des moyens de production doivent présider à l'organisation de la société.

Pour l'heure, il nous faut tout d'abord nous réapproprier les services publics pour les rendre accessibles à toutes et tous: ces services doivent être de qualité, tendre à la gratuité; il faut que leur gestion passe aux mains des collectifs des travailleurs regroupés en syndicat ou structure de classe, seuls capables de contrôler et d'organiser la production avec les usagers des secteurs concernés, à la hauteur des besoins de tous et de chacun. Par extension, la gestion d'un quartier, d'une commune, doit se faire sur une base égalitaire et doit permettre à toutes et à tous de bénéficier des services municipaux indispensables (logements, poste et télécommunications, médiathèques, santé, transports, etc...).

Aujourd'hui, il nous faut organiser et ancrer les luttes là où elles émergent et sont prêtes à se déployer. Nos victoires locales, pourront servir de modèles à d'autres, pour se déployer avec le concours de toutes celles et tous ceux prêts à se battre. Ainsi, nous pourrions favoriser la prise de conscience de ce système d'exploitation capitaliste. Ainsi, nous pourrions contrer ce système politique centralisateur à son service et toujours prêt à l'imposer où qu'il puisse s'étendre. De là pourront se créer les nouvelles institutions par la maîtrise des travailleurs à la base.
